

# Les statuts spéciaux des commerçants personnes physiques

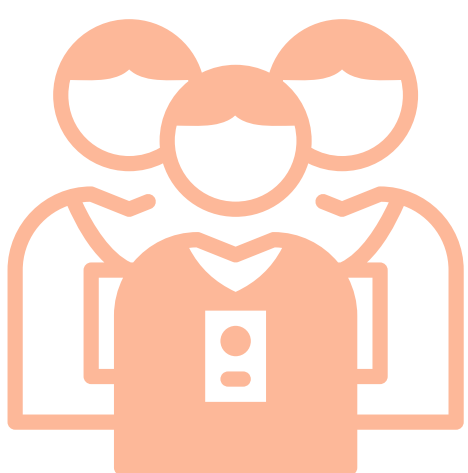


Le commerçant personne physique peut exercer son activité sans créer de personne morale. Dans ce cas, il peut opter pour le statut de micro-entrepreneur ou d'EIRL (les deux peuvent se cumuler, cas du microentrepreneur à responsabilité limitée)



## Le statut du micro- entrepreneur

Innovation de la loi du 4 août 2008



### Les conditions :

Les personnes concernées : s'adresse aux personnes physiques exerçant une activité commerciale. Également ouvert aux artisans et professionnels libéraux.

Condition de chiffre d'affaires : 176 200 euros pour les activités de vente de marchandises, objets, fournitures, et denrées à emporter ou à consommer sur place et fourniture de logement. 72 600 euros pour les activités de prestations de service. (chiffres révisés annuellement)

### Le régime :

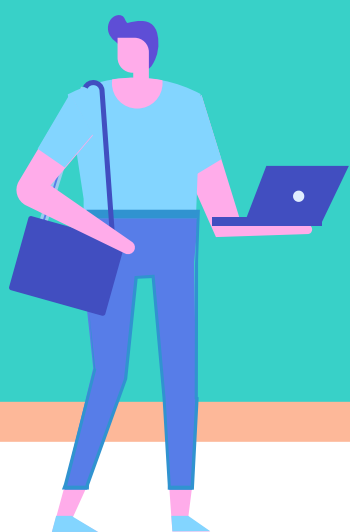
Obligation d'immatriculation au RCS mais obligations comptables allégées : Il n'a pas besoin de tenir un livre-journal ou un grand-livre (Art R.123-173 C. Com), mais il doit tenir un livre mentionnant chronologiquement le montant et l'origine des recettes perçues au titre de son activité professionnelle (art L.123-28 C. Com)





## L'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL)

Innovation de la loi du 15 juin 2010



### Le principe de l'unicité du patrimoine

Résulte de l'article 2284 du code civil. L'entrepreneur dispose d'un seul patrimoine regroupant des biens à usage personnel et des biens à usage professionnel.

### Mais il existe des limites à ce principe

L'insaisissabilité légale de plein droit de la résidence principale à l'égard des créanciers professionnels (article L.526 al 1er C.Com - Loi Macron de 2015)

La déclaration unilatérale d'insaisissabilité pour les biens immobiliers non-professionnels (article L.526-1 al 2 C.Com) Le commerçant réalise une déclaration devant un notaire.

La création d'une EIRL : mettre les biens non-pro hors d'atteinte des poursuites des créanciers pro après déclaration d'affectation (L.526-6 et s du C.Com)

### L'affectation d'un patrimoine à la conduite de l'activité

Conditions : tout entrepreneur individuel, personne physique, y compris un micro-entrepreneur peut opter pour le statut de l'EIRL. Peut avoir une activité commerciale, artisanale ou libérale. Le choix de l'EIRL peut se faire dès le début ou en cours d'exercice. Aucune condition de chiffre d'affaires.

### Formalités de constitution du patrimoine affecté

: Le commerçant doit procéder à l'identification des éléments patrimoniaux affectés à l'activité professionnelle, dans un état descriptif (ex : fonds de commerce, brevet...), on exclut les biens à usage personnel. Il doit ensuite évaluer la valeur de ses biens. La déclaration d'affectation est effectuée auprès du RCS. Toute modification doit faire l'objet d'une déclaration modificative dans un délai d'un mois (R.123-121-3 C.Com)

Effets : La déclaration est opposable de plein droit aux créanciers professionnels dont la créance est née postérieurement à la publication (L.526-12 C.Com). Les créanciers professionnels ne peuvent saisir que les biens composant le patrimoine professionnel.

